

Sociocratie Populaire Française.

Le Manifeste.

Les Mille et Une Propositions.

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN : 979-10-227-0503-5

© S-P-F.

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

PREFACE.

Bonjour à vous,

Sans être des visionnaires ou des prédicateurs, il nous faut intégrer, d'ores et déjà, la notion de cohésion à tous les niveaux et faire en sorte que le Peuple français soit et reste souverain.

La Société civile, l'État pour faire plus court, doit retrouver son plein éclat ; c'est-à-dire être au service du Peuple et pour le Peuple. Par conséquent, la gouvernance de demain doit se faire en parfaite harmonie avec tous les idéaux qui prônent le chemin de l'équité, de l'équilibre, du respect des êtres et de son environnement...

Mais ! Mais ! Mais ! Notre système actuel de gouvernance, basé sur la « Démocratie indirecte » (représentative – parlementaire – libérale...), est dorénavant obsolète : il ne correspond plus aux exigences d'un monde qui se veut moderne et futuriste.

De tous les modes existants de gouvernance, aucun n'est assez fiable et socialement équitable pour conduire le rapprochement inéluctable de nos différentes civilisations à

l'échelle de la planète et, surtout, aucun n'est assez solide, directif, anticipatif et exigeant pour la sauvegarde de celles-ci ! La Mondialisation doit faire l'objet d'une multitude de compromis, associés à un vaste « consentement » à l'échelle humaine, environnementale, politique, économique, financière, sociale, etc., pour que cesse ce que nous avons nommé la « 3^e Guerre mondiale » pour « Guerre économique ».

Mais aussi, nous ne cessons de croire qu'un « seul homme », fut-il accompagné d'une équipe hors pair, ne peut résoudre tous les problèmes et a fortiori trouver les solutions à ces mêmes problèmes. Il ne peut, à lui seul ou même avec son équipe de prêcheurs, anticiper les conséquences de ses idées. Il ne faut, sous aucun prétexte, faire abstraction des idées des autres et... c'est pour cela qu'il faut remplacer notre système conventionnel, « démocratique », par une nouvelle sorte de gouvernance. Gouvernance qui sera basée sur le consentement mutuel et qui aura accès à l'action permanente, à l'anticipation quotidienne, à l'approbation collective, à la recherche et même à la remise en cause des meilleures solutions pour les prochaines décennies. Pour ce faire, nous avons besoin de toutes les intelligences, d'où elles viennent...

Cette nouvelle gouvernance, dont nos cercles de travail s'inspirent, est l'alternative à toutes les démocraties, des plus anciennes (athénienne, indienne) aux plus modernes (indirecte, représentative, libérale, semi-directe, participative, etc.) qui laissent toujours pour compte un trop grand nombre de mécontents.

Nous intégrons actuellement cette autre forme de gouvernance et nous continuerons à peaufiner ce « long »

processus d'intégration pour pouvoir la développer à l'échelle européenne et mondiale.

« Quand tous les Peuples de la Terre seront unifiés, dans le partage et le maintien intrinsèque de leurs cultures, us et coutumes, dans le partage de leurs richesses et de leurs moyens : la Gouvernance que la France proposera aura toute sa place pour conduire le genre humain vers une meilleure destinée. »

Ce que nous voulons dire par là ; c'est qu'il faut mener de front de nouvelles orientations politiques, économiques, sociales, financières, sécuritaires, scientifiques, environnementales, etc.

Vous comprendrez bien que, sans un schéma directeur explicite, nous ne puissions pas entrer dans les détails, ici, parce que ce serait trop long et qu'un volume par secteur n'y suffirait pas. Mais, par ailleurs, parce qu'il nous faut un préalable pour connaître, comprendre, échanger les concordances et divergences réciproques, nous avons publié un condensé, sous forme de Manifeste, intitulé « Les Mille et Une Propositions ».

Signé.
Les Auteurs.

SOMMAIRE.

Moderniser le Pouvoir politique et les Institutions :	11.
Parité et Égalité entre les femmes et les hommes :	25.
Moderniser face aux défis de la mondialisation :	37.
Lutter contre le chômage :	49.
Changer la vie des plus démunis :	53.
Moderniser l'École et l'Université :	65.
Moderniser l'Hôpital :	73.
Moderniser nos systèmes énergétiques :	81.
Recherche et élaboration dans...	93.
Sauvegarder et protéger l'environnement :	101.
Arts, Cultures et Sports :	107.
Adapter et dompter la frontière numérique :	111.
Moderniser et adapter notre Défense nationale :	113.
Religions :	121.
Épilogue :	123.

I) MODERNISER LE POUVOIR POLITIQUE ET LES INSTITUTIONS.

1. **Réformer la V^e République.** Lancer un référendum pour une modernité constitutionnelle, notamment lors des litiges importants entre les parlementaires et le gouvernement, notamment avec l'abrogation des articles 49 à 51 de la Constitution française. De plus, sans Contrôle, personne ne reste vertueux et les lobbies, les Personnes du privé qui vivent de l'État, mais aussi les hauts fonctionnaires qui constituent le lobby le plus influent, ont compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer de l'absence de contrôle de la dépense publique introduite par la « Constitution de 1958 ».
2. **Meilleure Répartition** des pouvoirs législatifs. Il nous faut une présence plus élargie de la Représentation nationale en instaurant une dose de proportionnelle aux élections législatives (10 % sur 577 députés, 12 % en revenant à 487, tout en maintenant les 11 circonscriptions des Français de l'étranger). Ce qui permettra à une personne arrivée 3^e et avec le meilleur % des suffrages exprimés sur la totalité des circonscriptions, et ce dès le premier tour, de faire partie des 58 députés retenus pour siéger à l'Assemblée

nationale (scrutin uninominal à finalité majoritaire). Aucun Groupe parlementaire ou de Parti ne peut excéder plus de la moitié des sièges à pourvoir.

3. **Réduire** le nombre d'élus dans les deux Chambres et modifier la composition du Conseil Constitutionnel. Diviser les départements en nombre de circonscriptions proportionnelles au nombre d'habitants avec un maximum de cinq pour les plus peuplés. Un, deux, trois, quatre ou cinq députés par département seront donc retenus. Chaque futur élu des deux Chambres doit déposer un projet politique innovant circonstancié et faire l'objet d'une enquête indépendante de solvabilité républicaine avant de se présenter au suffrage le concernant. Aucun cumul de mandat ne sera autorisé sous peine de mettre un terme immédiat à la candidature ou à la dernière fonction effective. Tous les émoluments des élus seront raisonnablement évalués et les frais structurels et conjoncturels liés à la fonction feront l'objet de contrôles quotidiens. Tout manquement à la fonction (absences répétées, abus de pouvoir, concussion, etc.) donnera à retenue salariale et exclusion si la faute est considérée comme grave par une commission de discipline indépendante à chaque Chambre et appelée à siéger comme les jurés populaires. Supprimer de la liste des Grands Électeurs les Députés, les Conseillers régionaux, les Conseillers généraux et élire un à trois Sénateurs maximum par département par les Délégués des conseils municipaux. Sept membres, dans la tranche d'âge 50 à 70 ans, composeront le Conseil Constitutionnel et seront choisis, selon des critères professionnels accomplis et méritants, par les

Les Mille et Une Propositions.

Conseillers régionaux et non par le Président de la République ou les Présidents des deux Chambres.

4. **Constitution des Membres** des deux Chambres élus sur des critères professionnels et techniques... En dehors des conditions de fond et de forme, du code électoral, du respect de la parité entre hommes et femmes, les Députés et les Sénateurs devront présenter un statut social et professionnel qui devra être en phase avec des connaissances sociales et techniques suffisantes (diplômes à l'appui) pour pouvoir débattre en toute circonstance et en toute conscience. Les deux Chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat devront donc présenter un organe plus technique et moins partisan pour donner le meilleur d'elles-mêmes.
5. **Création d'un observatoire** pour chaque promulgation et application. Décrets d'application, calendrier d'application, études des résultats, anticipation des conséquences directes et indirectes sur le moyen et le long terme, proposition d'amendement en cas de problème notoire, etc., se doivent d'être en cohérence pour de meilleures solutions.
6. **Décongeler, dépoussiérer** les différents Codes de Lois (plus d'une centaine) en abrogeant les articles archaïques et obsolètes. Faire plancher des législateurs, en rapport direct avec des représentants de l'ensemble des citoyens, sur un nettoyage en profondeur de tous nos codes et décrets de lois qui ne devraient plus avoir cours.
- 7.
- 8.

9. **Informations – Votes électoralistes.** Interdire les sondages d'ordre politique lors de toutes les élections nationales, régionales, cantonales, municipales et européennes. Sanctionner tout Média, tout support ou toute personne qui ferait l'écho de tels sondages. Rendre le vote électoraliste obligatoire et pénaliser les contrevenants.

10.

11.

12. **Rapport à l'Europe.**

12-a. **Les Politiques** structurelles, institutionnelles, sécuritaires, monétaires, commerciales, sociales, environnementales, agricoles, écologiques, recherches et conceptions sont à moderniser ; c'est-à-dire à harmoniser entre tous les Pays de l'U.E. Les Modalités d'application doivent correspondre à des attentes collectives, consensuelles et justes. Pour se faire, puisqu'il n'existe pas encore de gouvernement européen, la Commission européenne et le Parlement européen ne peuvent prendre de décisions formelles ou définitives sans l'aval du Conseil des Sages. Conseil qui sera créé en modifiant la Constitution européenne, dont chaque membre, indépendant de tout groupe parlementaire ou fonction exécutive au sein des Institutions européennes, sera désigné par le Peuple représentatif de chaque Nation. Laisser à chaque Pays le soin de mener ses propres prérogatives, tant qu'elles n'entravent pas la bonne marche d'un ou de plusieurs autres Membres de l'U.E. et au-delà.

12-b. **Fonds de Secours, d'Investissements, de Sauvetage, etc.** Le F.E.S.F. (le Fonds européen de stabilité financière) et le M.E.S. (le Mécanisme de

sauvetage européen), nouvellement créé pour cumuler avec le système précédent afin de disposer à partir de mi-juillet 2013 d'un matelas ou d'un pare-feu financier d'environ 800 milliards d'euros, dont 200 milliards ont déjà été alloués à l'Irlande, la Grèce et le Portugal, ne font qu'entraîner les Pays de la Zone Euro vers une créance non remboursable. Cela va créer dans les prochaines années, avec l'Espagne, l'Italie, la France et quelques autres, la Ruine complète de notre vieux continent. Nous en perdrons même notre souveraineté nationale. Depuis quand éteint-on un incendie en attisant les « flammes » ? La convoitise des pays en grande voie de développement, comme la Chine, le Brésil, l'Inde, etc., leur fait détenir par exemple plus de 40 % de la dette française — alors que 60 % sont détenus par des pays d'Europe, dont la Suisse et la Norvège qui ne font pas partie de l'U.E.. Depuis quand accentue-t-on ce même incendie en demandant le renfort d'un autre pompier (le FMI) en transvasant le peu d'eau (d'argent, que nous n'avons d'ailleurs pas) pour éteindre le feu, qui grandit jour après jour, seconde après seconde avec notre propre dette publique et notre déficit commercial ? Non, ils n'ont rien compris ! D'avoir vécu au-dessus de nos moyens pendant ces trente-cinq dernières années, de ne pas avoir anticipé la baisse de nos ressources naturelles et donc de la productivité, cela a créé des erreurs fatales causées par tous les gouvernements qui se sont succédé, par nos collectivités locales, par nos entreprises et par nous-mêmes. L'une et l'autre des réponses pour éviter l'enfoncement de l'Europe dans la Récession : c'est de se donner les moyens